

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - NS/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

Info et Presse

Seite-Nr.

1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 38/84 V e r t r a u l i c h

Entretiens Secrétaire d'Etat Brunner avec son collègue Nagy/Hongrie.

1. Les relations Est/Ouest se ressentent du froid particulièrement vif qui caractérise les relations entre les Etats-Unis et L'URSS. Il est difficile, dans les circonstances actuelles, aux partenaires de L'URSS de maintenir les canaux de communication et les contacts ouverts avec les Occidentaux dans la mesure qu'ils le souhaiteraient. En revanche, il leur est plus facile de garder ce contact avec les pays neutres, comme le nôtre, d'où l'intérêt constaté de part et d'autre pour cette visite.

2. Du côté hongrois, on a beaucoup insisté sur le problème de l'armement et la nécessité de s'engager dans une négociation sérieuse à ce propos. Nous avons fait valoir du côté suisse que l'armement n'étant que l'effet et non la cause des tensions actuelles, il conviendrait également de mettre en place entre Américains et Soviétiques un dialogue politique plus général qui porterait sur l'ensemble du contentieux et sur l'ensemble des problèmes de ce monde à propos desquels les deux pays s'affrontent. Un degré de confiance doit être restauré entre eux et cette confiance ne peut naître ou renaître que si l'on établit un certain code de conduite et au minimum des mécanismes de 'crises' management'.

150 000 24665

Datum:	17.9.1984
Tel. intern	30 66

Visum:

Dodis



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

3. Nous sommes tombés rapidement d'accord sur le fait qu'à la Conférence de Stockholm il ne faut pas s'attendre au cours de la session qui s'ouvre ni même de la prochaine, en novembre/décembre, à des progrès substantiels. Nous partons de l'idée, du côté suisse, que la discussion devrait se concentrer sur des problèmes de substance, même sans déboucher sur des résultats concrets, plutôt que de reprendre des problèmes de procédure (nombre de comités, etc.). Il est toutefois important que, pour l'année prochaine, de nouvelles idées soient élaborées sur le concept général de Stockholm. Nous avons répété à cette occasion à notre interlocuteur, qui a rappelé à quel point les pays de l'Est attachent de l'importance aux positions des N+N, que nous ne concevions pas notre rôle comme celui d'un groupe qui devrait produire chaque semaine une idée nouvelle qui, en raison de la situation actuelle, serait descendue en flamme par un côté ou par l'autre. Nous perdriions beaucoup de notre crédibilité en nous laissant aller dans cette voie. Nous préférons garder les quelques idées que nous avons pour l'année prochaine, lorsque la situation paraîtra meilleure.

4. Nous avons passé en revue les autres problèmes de la CSCE et avons constaté que nous avions pour les réunions de Venise et de Budapest des points de vue très similaires dans ce sens que nous ne désirons pas les politiser. En revanche, une certaine politisation paraît inévitable pour la réunion d'Ottawa.

Letzte
Zeile

4 150 000 21065

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

5. Au sujet du Moyen-Orient, nous avons convenu de l'absurdité de la guerre Iran/Irak, mais en même temps de l'incapacité des instances internationales ou des groupes de pays à proposer des solutions viables pour mettre fin à ce conflit. Le problème des Palestiniens demeure, bien que l'OLP ait dû encaisser ces derniers mois des coups sévères. D'une façon ou de l'autre ce problème devra être abordé par le nouveau gouvernement israélien. Nous avons exprimé quelques doutes, du côté suisse, quant à la viabilité et au réalisme d'une conférence du type de Genève sur le Moyen-Orient.

6. Nous sommes tombés d'accord que des réformes étaient nécessaires au sein de l'UNESCO. Du côté hongrois, on condamne toutefois les menaces de départ des Etats-Unis. Nous avons répété notre point de vue, à savoir que nous entendons poursuivre notre lutte pour la réforme depuis l'intérieur de l'Organisation, plutôt qu'en la quittant.

7. Répondant à nos remarques concernant la ratification des Protocoles additionnels à la Convention de Genève, notre partenaire souligne que celle-ci n'est possible qu'en accord avec les alliés. L'URSS ne pourrait le faire que si les Etats-Unis le faisaient eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, la Hongrie s'en tiendra à l'esprit des Protocoles.

8. Nous avons relevé l'état très positif de nos relations bilatérales. A part quelques questions ouvertes (proposition hongroise

Letzte
Zeile

04 150 000 24065

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

de conclure un accord consulaire sur laquelle notre partenaire n'a pas insisté, réunification de familles, contrôle des réfugiés par l'Ambassade de Hongrie à Berne), ces relations ne présentent aucun problème. Du côté hongrois, on a proposé un élargissement des contacts entre nos deux pays dans le domaine technique, sur lequel nous nous sommes déclarés d'accord.

9. Il a été décidé que le Ministre Reimann irait prochainement à Budapest pour avoir des consultations avec ses homologues hongrois, qui porteraient sur certaines affaires bilatérales, notamment le problème de l'accord consulaire, et aussi sur la préparation de la réunion d'Ottawa sur les droits de l'homme.

In der Ausgabe vom 10.9.84 veröffentlichte der S P I E G E L ein Gespräch mit dem syrischen Verteidigungsminister, General Mustafa Tlas. Darin war auch die Rede von deutschen Kriegsplaenen. Tlas vertrat die Meinung, dass auch die deutsche Bundeswehr vorausschauend plane und füegte bei: "Und nun gehe ich noch einen Schritt weiter und sage Ihnen etwas, was in Ihrem Lande moeglicherweise Erschrecken ausloesen wird... Ich wuensche, dass Deutschland, so wie ich es aus der Geschichte kenne, wiederhergestellt wird - bestehend nicht nur aus der DDR und der BRD, sondern auch aus Oesterreich, Teilen der Schweiz und ueberhaupt aus all den Gegenden, in denen die deutsche Zunge zu Hause ist."

Letzte
Zeile

4 150 000 24605	Datum: _____	Visum:
	Tel. intern _____	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

Unser Botschafter in Damaskus ist beauftragt worde, im syrischen AM vorzusprechen und klarzustellen, dass diese Erklaerung sachlich unhaltbar und als Aeusserung eines Mitgliedes der syrischen Regierung unannehmbar ist. Wir verlangen deshalb entweder Dementierung der Erklaerung oder Distanzierung seitens der Regierung.

Aufenthalt des syrischen Vizepraesidenten Rifaat AL Assad in Genf: Dem Vizepraesidenten, welcher sich seit 1. Juni 1984 zu einem privaten Aufenthalt in Genf befindet, sowie einem reduzierten Gefolge von ca 20 Personen wurde die Aufenthaltsbewilligung bis Ende September verlaengert.

Brunner.

NNNN

./.

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum: _____

Teil II

Tempobeschluss des Bundesrates: Der Bundesrat beschloss am 12. September 1984 die Herabsetzung der Höchstgeschwindigkeit auf 80 km/h ausserorts und auf 120 km/h für Autobahnen ab 1. Januar 1985 bis 31. Dezember 1987. Das EDI hatte Reduktion auf 80/100 vorgeschlagen, mit folgender Begründung: 1. Zustand der Schweizer Wälder rapide verschlechtert. 2. Zusammenhang Waldsterben/Luftverschmutzung gegeben. 3. Temporeduktion ist die einzige sofort wirksame Massnahme. Sie müsste in Kraft bleiben, bis andere dringende und langfristig wirksamere Massnahmen wie bleifreies Benzin und Katalisatorentechnik zum Tragen kommen.

Von den vorgeschlagenen Tempolimiten erwartete das BUS eine Reduktion der jährlichen Stickstoffemissionen des Motorfahrzeugverkehrs um 8 % oder 12'000 t und der gesamtschweizerischen Stickstoffemissionen um 7 %, entsprechend 33 autofreien Sonntagen. Die durch die nun beschlossenen Höchstgeschwindigkeiten erreichbaren Schadstoffreduktionen sind noch nicht errechnet und werden auf maximal 5 % geschätzt.

Kompromisslösung des BR basiert u.a. auf folgenden Ueberlegungen: 1. Ablehnung der Temporeduktionen durch alle welschen Kantonsregierungen. 2. Wünschbarkeit eines weiterhin bestehenden Unterschieds zwischen den Höchstgeschwindigkeiten von Autos einerseits und Reisebussen/Lastwagen andererseits. 3. Ungünstiges zeitliches Zusammenfallen von Einführung der Autobahnvignette und der Temporeduktion. Medien und interessierte Kreise, sowohl Befürworter wie Gegner, reagierten in ersten Stellungnahmen mehrheitlich unzufrieden und enttäuscht.

Schweizerisch-französische Mediengespräche: Am 13./14. September 1984 fanden in Bern erste informelle Mediengespräche zwischen Vertretern der Schweiz und Frankreichs statt. Aehnliche Gespräche wurden früher bereits mit der BRD und Oesterreich durchgeführt. Schweizerische Delegation unter Leitung Minister O. Uhl umfasste Vertreter EDA, EVED und PTT; französische Delegation unter Leitung P. Imhaus, Kabinettsdirektor des Staatssekretärs beim Ministerpräsidenten für Kommunikation, bestand aus Vertretern dieses Staatssekretariates, des Aussenministeriums, der PTT und der "Mission Câble". Gespräche behandelten zwei Hauptthemen: 1. Satellitenrundfunk und Kabel. Diesbezüglicher Informationsaustausch erbrachte für beide Seiten neue wichtige Elemente, für Schweiz besonders über luxemburgisches Satellitenprojekt GDL, über französische Politik der Verkabelung mit Glasfaserkabel und über Möglichkeiten Zusammenarbeit im Satellitenrundfunk. 2. Bilaterale Probleme. In diesem Bereich konnten erstmals direkte Gespräche über das Problem der nicht koordinierten Frequenzen französischer Lokalradios in den Grenzregionen geführt werden, nachdem entsprechende direkte Vorstösse unserer PTT sowie diplomatische Schritte bisher kein Resultat erbracht hatten. Französische Delegation anerkannte Notwendigkeit einer Lösung. Zusammensetzung der Delegation dürfte es erlauben, dass Angelegenheit in Paris nunmehr mit grösseren Erfolgsaussichten an die Hand genommen wird. Weitere Gesprächsrunde für Frühjahr 1985 in Paris in Aussicht genommen. Gesprächsbericht wird zu gegebener Zeit interessierten Vertretungen zugeschickt.

Bericht der Geschäftsprüfungskommission (GPK) an der Nationalrat über die Erfolgskontrolle von Entwicklungsprojekten in Nepal vom 23.8.84: Die GPK des Nationalrates hat im Einvernehmen mit der Finanzkommission im Jahre 1983 einen aussenstehenden Experten mit der Erfolgskontrolle zu Projekten der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (DEH) in Nepal beauftragt. Das Schwergewicht lag dabei auf dem Integrierten Hügelentwicklungsprojekt (IHDP).

In der Einführung zum Bericht der GPK vom 23.8. heisst es wörtlich:

"Der Bericht des Experten vom 14. Juni 1984 erfüllt den Auftrag der GPK und stelle eine brauchbare Grundlage für die Weiterbehandlung des Themas 'Erfolgskontrolle bei Entwicklungsprojekten' dar. Der Bericht enthält darüber hinaus interessante Anregungen zu Grundfragen der Entwicklungshilfe. Die GPK möchte diese Fragen sowohl im Parlament wie in der Öffentlichkeit zur Diskussion stellen. Die DEH hat die Berechtigung der Fragen des Experten bereits anerkannt."

1. Die Empfehlungen der GPK zuhanden des Bundesrates:

- 1.1 Das IHDP ist zu Ende zu führen, wobei die noch möglichen Anpassungen an die Aufnahmekapazität der lokalen Bevölkerung vorzunehmen sind. Ebenso sind die Tätigkeiten auf die vorhandenen Distrikts- und Gemeindestrukturen abzustimmen. Im Rahmen des Gesundheitsdienstes ist das Familienplanungsprogramm nach Möglichkeit zu fördern.
- 1.2 Zum IHDP sind nach dessen Abschluss Nachkontrollen durchzuführen.
- 1.3 Die Lehren aus der vorliegenden Ueberprüfung sind bei integrierten ländlichen Entwicklungsprojekten in Nepal und anderswo zu nutzen.
- 1.4 Mit den anderen Geberstaaten in Nepal ist eine Koordination der Grundsätze, denen die angebotene Entwicklungshilfe folgen soll, anzustreben. Können sich die Partner nicht auf vertretbare Richtlinien einigen, sind entsprechende Schlüsse zu ziehen.
- 1.5 In Auswertung der eigenen Erfahrungen und jener der privaten schweizerischen Hilfswerke soll die DEH innert Jahresfrist einen knappen Satz von Regeln gesicherter Erfahrung zusammenstellen, der die massgebenden Grundsätze ihrer Entwicklungsstrategie wiedergibt.
- 1.6 Die Dienste der DEH sollen den parlamentarischen Kommissionen, die sich mit Fragen der Entwicklungshilfe befassen, bei der Diskussion der in Ziffer 4.4 dieses Berichts angeschnittenen Grundfragen der Entwicklungshilfe auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.

2. Die vom Experten formulierten "Grundfragen der Entwicklungshilfe":

Nach Ansicht des Experten der GPK fehlen heute noch wesentliche Grundlagen, an denen Entwicklungshilfe gemessen werden könnte. Die Rückschlüsse lassen sich nicht überwinden, wenn es nicht gelingt, die Entwicklungshilfe auf eine tragfähigere Basis zu stellen. Der Experte sieht vor allem vier Teilbereiche, in denen die Erarbeitung von grundlegenden Kenntnissen über die Voraussetzungen der Entwicklungshilfe noch nötig ist:

- 2.1 Probleme der Kulturbegegnung: Zu wenig bekannt sind die Voraussetzungen, unter welchen intensive Kontakte unter fremden Kulturen zu einer zivilisatorisch sinnvollen Entwicklung führen, und wann sie im Gegenteil zur Ursache von Unterentwicklung werden.
- 2.2 Probleme der Bevölkerungsentwicklung: Die bisherigen Erfolge der Entwicklungshilfe, insbesondere in der Gesundheitspflege verschärfen die Bevölkerungsexplosion in der Dritten Welt. Mit ein paar Jahrzehnten Zeitverzug führen sie zu neuen, fast unlösbaren ökologischen Problemen. Aus der Erkenntnis dieser Zusammenhänge sind politisch sinnvolle Formen der Familienplanung zu entwickeln.

2.3 Probleme der Umweltbelastung: Die Entwicklungspolitik ist aus der Sicht der weltweiten und längerfristigen ökologischen Probleme zu überprüfen.

2.4 Handel mit Drittweltstaaten: Unsere Handelsbeziehungen mit der Dritten Welt sollten die Ziele der Entwicklungshilfe nicht durchkreuzen, sondern nach Möglichkeit unterstützen. Die Voraussetzungen und Rahmenbedingungen für die Verwirklichung dieser Leitlinie sind soweit zu klären, dass sie eine verlässliche Grundlage für die politische Diskussion über das Verhältnis von Aussenwirtschafts- und Entwicklungspolitik bilden.

3. Aus der vorläufigen Stellungnahme der DEH:

Die GPK hat den Bundesrat gebeten, ihr bis Ende 1984 mitzuteilen, welche Folge er dem vorliegenden Bericht zu geben gedenkt. Diese Antwort soll während der kommenden Wochen mit aller Sorgfalt ausgearbeitet werden.

Die DEH hatte allerdings bereits Gelegenheit, sich gegenüber der GPK mündlich und schriftlich zum Expertenbericht Basler zu äussern. Einige wichtige Punkte aus dieser Stellungnahme seien hier wiedergegeben:

3.1 Wir stimmen dem Bericht Basler im Wesentlichen zu. Die Kritik und die Anregungen, die wir daraus entnehmen können, werden in der DEH ernst genommen und auf verschiedenen Ebenen verarbeitet. Für die Fairness, das Engagement und die Offenheit, mit denen Herr Basler zu Werke gegangen ist, gebührt ihm unser Dank.

3.2 Das Resultat von Herrn Basler's Arbeit ist ein reichhaltiger, anregender Bericht, der viele Denkanstösse und Stoff für lohnende Diskussionen vermittelt. Besonders charakteristisch ist Herrn Basler's Drang, nicht im Einzelnen stecken zu bleiben, sondern den Blick auf's Ganze zu gewinnen. Dies ist, wie schon gesagt, in mancherlei Hinsicht positiv, anregend und herausfordernd. Es hat aber auch seine schwierige Seite: in den komplexen Zusammenhängen der Dritten Welt und der Entwicklungszusammenarbeit ist ja vieles nicht linear verknüpft, deshalb auch nicht einfach zu extrapolieren. Schlüsse vom Einzelfall auf's Ganze können gefährlich sein. Hier drängt sich denn auch ein genereller Vorbehalt gegenüber dem Bericht Basler auf. Aus ihrer vielfältigeren Einzelerfahrung und einem in längeren Zeiträumen gewonnenen Gesamtüberblick muss die DEH zu einzelnen allgemeinen Schlüssen des Experten wesentliche Ergänzungen machen.

3.3 Insbesondere scheint uns - bei aller Faszination und Berechtigung der weiten Perspektive - der erhobene Diskussionsanspruch nicht unbedenklich. Wir fragen uns, ob das Studium eines einzigen, zwar wichtigen, aber längst nicht in jeder Hinsicht repräsentativen Projekts als Basis ausreicht, um die Diskussion auf ein ganzes Landesprogramm, die DEH, die Entwicklungszusammenarbeit und die Nord-Süd-Begegnung insgesamt auszuweiten. Wenn wir es trotzdem tun, dann sind jedenfalls Vorsicht und Zurückhaltung geboten. Je weiter wir uns vom IHDP als Einzelprojekt entfernen, desto mehr Nuancierungen werden sich aufdrängen und desto häufiger werden auch Widersprüche sichtbar. Wir werden gewärtigen müssen, dass jedem einzelnen, scheinbar einleuchtenden Argument ein ebenso einleuchtendes Gegenargument entgegenstellt werden kann.

3.4 Die von Herrn Basler formulierten Grundfragen sind von grosser Bedeutung. Sie verdienen in der Tat, wissenschaftlich und mit grossem, auch personellem Einsatz, behandelt zu werden. Sie werden denn auch in vielen internationalen Organisationen und zahlreichen spezialisierten Forschungsinstituten seit Jahren intensiv verfolgt. Abschliessende Antworten stehen aus naheliegenden Gründen bisher aus. Trotzdem haben Hilfsorganisationen - darunter die DEH - und viele Partner in der Dritten Welt aus solchen Untersuchungen viel gelernt. Dieser Lernprozess muss weiter gehen und verstärkt werden.

3.5 Die DEH ist gerne bereit, mit der GPK und/oder anderen Instanzen konkreter zu prüfen, welche Möglichkeiten für vertiefte Grundlagenarbeiten offen stehen. Voraussetzung hiezu dürfte sein, dass realistische, mit den eingesetzten Mitteln innert überschaubaren Fristen mindestens zu greifbaren Teilergebnissen zu gelangen.

4. Was geschieht weiter ?

Die GPK hat alle anderen Kommissionen beider Räte, die sich mit Fragen der Entwicklungshilfe befassen, zu einer Aussprache eingeladen, an der beschlossen werden soll, in welcher Form die Grundfragen, die der Bericht aufwirft, gemeinsam erörtert werden können. Die Ergebnisse jener Arbeiten sollen den beiden Räten in einer späteren Session vorgelegt werden.

Der vorliegende Bericht der GPK an den Nationalrat wird im Bundesblatt veröffentlicht. Interessenten für den genannten Expertenbericht Basler sowie die schriftliche Stellungnahme der DEH dazu können beide Dokumente bei der DEH anfordern.

Brunner.

Bern, den 17. September 1984

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - NS/sm

Interne VerteilerlisteBetrifft: WOCHENTELEX 38/84 Vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Diez Minister Stettler Minister Krafft	DZ STR KT
Sektion Völkerrecht	Herr Reimann	REI
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HW
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Glesti Herr Indermühle Herr Baumgartner	GLS IND BAG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin Herr Wilhelm Hr. Giovannini/Hr. Högger Herr Leuzinger Herr Greber	SFR WM GI/HL LP GRE
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 26 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - NS/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

WOCHENTELEX 38/84

Vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	

Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong	97 Vertretungen
Mailand	+ 5 Generalkonsulate
München	
New York	102 total
Frankfurt	=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Informations- und Pressedienst

Bern, den 17. September 1984
VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - NS/sm

T E L E G R A M M (CH)

WOCHENTELEX 38/84

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	- Helsinki	- Oslo
- Bagdad	- Jakarta	- Paris (auch OECD)
- Bangkok	- Kairo	- Peking
- Budapest	- Lagos	- Prag
- Brasilia	- Lissabon	- Pretoria
- Brüssel	- London	- Rabat - Rom
(Botschaft + Mission)	- Luxemburg	- Santiago
- Buenos Aires	- Madrid	- Stockholm
- Canberra	- Mexiko	- Teheran
- Caracas	- Moskau	- Tel Aviv
- Dar es Salaam	- Nairobi	- Tokio
- Den Haag	- New Delhi	- Warschau
- Djeddah	- New York/Swissobser	- Washington
- Dublin	- Ottawa	- Wien

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.